

Les psychologues de Guantánamo

Instrumentalisation de l'éthique de la santé

●●● **Nicolas Margot**, Yungay, Pérou
Théologien, bioéthicien

Zero Dark Thirty raconte la longue traque du célèbre Ben Laden et sa capture par un commando dans sa cache au Pakistan. Ce film de Kathryn Bigelow et son message « la fin justifie les moyens » m'ont laissé un mauvais goût, même si je n'ai aucune sympathie pour le mouvement Al Qaïda. Les tortures utilisées par les services de renseignements y apparaissent comme « acceptables » dans un contexte de guerre sale ; en une heure et demie, la conception de notre société de droit basé sur le respect de la dignité de la personne est gommée. Le film n'aborde d'ailleurs aucune question éthique.

De nombreuses voix s'élèvent, heureusement, contre ces procédés. Ainsi d'une revue spécialisée en éthique et santé mentale, dans laquelle une évaluation de la participation de psychologues lors d'interrogatoires sur la base navale de Guantánamo a été publiée sous le titre *Psychologues à la baie de Guantánamo : peut-on justifier leurs violations éthiques ?*² L'article donne un panorama du rôle des psychologues engagés à Guantánamo, des violations éthiques commises par eux au nom de la sécurité nationale et la réponse donnée par l'Association américaine de psychologie (APA).

Comportementalistes de la torture

Depuis 2002, le gouvernement étasunien maintient en détention des personnes suspectées d'être des terroristes dans le camp militaire de Guantánamo, une baie au sud de Cuba. Dès le départ, des équipes de psychologues, de psychiatres et de médecins conseillers furent intégrées dans les *Procédures d'interrogatoires améliorés* (PIAs), éléments-clefs d'un projet d'*Équipes conseils en sciences du comportement*.³

*Le 16 novembre 2008, le président américain Obama confirmait son intention de fermer le camp de Guantánamo : c'est toujours un vœu pieux. Pour rappel, des médecins et des psychologues ont été intégrés aux équipes du centre de détention dès son ouverture, pour seconder les militaires dans leurs techniques d'interrogatoires. Comment des personnes dont le premier devoir est de veiller à la santé d'autrui, ont-elles pu se laisser instrumentaliser au point de superviser des tortures ?*¹

- 1 • L'auteur de cet article a publié un premier papier sur cette question dans le *Los Andes*, Puno-Juliaca (Pérou), 12.04.13.
- 2 • **Ashley J. Malin**, « Psychologists at Guantanamo Bay. Can their Ethical Violations be justified ? » in *Journal of Ethics in Mental Health* n° 7 (décembre 2012). L'article s'appuie sur de nombreux documents officiels de commissions de l'armée en lien avec le Sénat des Etats-Unis. Cf. **United States Senate, Committee on Armed Services, The Inquiry into the Treatment of Detainees in U.S. Custody : Report of the Committee on Armed Services**, 2008.
- 3 • La Behavioral Science Consultation Team (connue sous le nom de *Biscuit*) a contribué au perfectionnement des techniques de torture. L'association a été dénoncée par le CICR en 2004 déjà (cf. *New York Times*, 30.11.2004). (n.d.l.r.)

Leur tâche principale consistait dans le suivi des dossiers des détenus, dans le but de construire leurs profils de personnalité et de donner des recommandations pour les stratégies d'interrogatoires. Les responsables de la société américaine faitière des psychologues (APA) ont néanmoins prétendu que cette participation avait pour but de garantir la sécurité et le respect humain lors des interrogatoires, mais dix ans d'expérience ont démontré que tel n'a pas été le cas.

Des psychologues ont étudié les archives médicales des détenus afin d'exploiter leur vulnérabilité émotionnelle et physique, de faciliter leur dépendance et leur soumission et de renforcer ainsi les PIAs. Dès leur arrivée à Guantánamo, les psychologues ont été initiés aux techniques de résistance à la torture - destinées aux soldats tombés en mains ennemies (programme SERE) - mais avec un objectif inversé : celui d'exploiter les faiblesses émotionnelles et psychologiques des prisonniers pour les faire craquer, par l'usage de positions stressantes, de simulations de noyade, de privations sensorielles et de sommeil, d'expositions au froid extrême, d'isolements de longue durée, de nudité forcée, d'humiliations sexuelles, etc.

Ainsi des psychologues ont participé activement à catégoriser les types de tortures et ont supervisé, par exemple, le stress provoqué par un chien aboyant durant un interrogatoire. Il a été admis que certains ont assisté à des pratiques offensantes, ressenties comme très humiliantes dans certaines cultures, comme, pour les hommes, d'être revêtus de dessous féminins et maquillés de rouge à lèvres. Un procès en justice, appuyé par des psychologues résistants de l'APA, relate le cas d'un adolescent soumis, sous la supervision

d'un psychologue, à des abus émotionnels, à des privations de sommeil et à l'isolement.

Violations éthiques

Les deux principes phares de l'éthique biomédicale contemporaine sont le bienfait et le respect de l'autonomie du patient (libre consentement). Les psychologues de Guantánamo ont transgressé ces deux principes. Le code de déontologie de l'APA a même été modifié dès 2003, de manière à ouvrir la voie à la participation à des actes de torture. Son article 1.01 stipule : « Si les responsabilités des psychologues entrent en conflit avec la loi, avec les règlements de l'autorité gouvernementale, les psychologues font connaître leur respect du Code éthique et prennent des mesures pour résoudre le conflit. Si le conflit ne peut se résoudre de cette manière, les psychologues peuvent s'accommoder des demandes de la loi, des règles ou autre autorité du gouvernement légal. »⁴ La seconde phrase laisse toute liberté d'obéissance aux ordres. En d'autres termes, tout ce que nous avons appris de Nuremberg après la barbarie nazie tombe à l'eau. L'APA a poussé l'hypocrisie jusqu'à prétendre officiellement que la participation des psychologues aux interrogatoires de Guantánamo permet de garantir l'éthique et la sécurité, alors que des preuves d'au moins trois violations à leur propre Code éthique ont été révélées. En outre, l'APA n'a jamais rendu de rapport sur les violations éthiques commises (ou du moins d'exposition des cas de conflit). Or il est évident qu'aucun « consentement » n'a été don-

4 • Cité par **Ashley L. Malin**, op. cit., p. 2.

né par les détenus interrogés pour être traités comme ils l'ont été. En plus de ces entorses à la bonne conduite professionnelle, on peut mentionner des violations de trois Conventions internationales : la Convention contre la torture (ONU, 1984) ; l'article 3 des Conventions de Genève (1949) ; la Convention des droits de l'enfant (ONU, 1989). Difficile d'apprécier ici la fonction protectrice des psychologues engagés à Guantánamo...

Si tous ces cas de violation éthique sont connus, c'est grâce à des membres résistants de l'APA. Ce groupe de psychologues responsables socialement avait réclamé, en 2006 déjà, la fermeture de ces centres de détention et demandé l'exclusion des membres de l'APA ayant participé à des actes inhumains. Deux requêtes furent présentées en justice sur des cas de graves négligences, mais elles ont été rejetées et n'y a eu aucune action officielle de l'APA contre les psychologues impliqués.⁵

On peut aussi difficilement passer sous silence l'aspect pécuniaire de l'affaire, quand on sait que l'APA a reçu pour la seule année 2008, la somme de 36 millions de dollars américains directement du Département de la défense.⁶

Entre 2008 et 2010, il y a bien eu diverses tentatives de modification du Code éthique de l'APA pour renforcer sa non participation à de telles activités, mais elles sont restées sans effets. Au nom de la sécurité nationale, le Code laisse toujours le champ libre au laxisme d'interprétation.

La fin justifie les moyens

Connaissant les conditions inhumaines appliquées dans le centre de Guantánamo et sachant que des psychologues continuent d'y œuvrer, la question se pose : peut-on justifier cette participation au nom de la sécurité nationale, au détriment des principes de base de l'éthique ? Tel semble être l'avis de ce psychologue impliqué, ex-membre des forces navales : « C'est l'Amérique qui est mon client. Je prends soin des Américains. Je n'ai aucune empathie pour l'ennemi et je ne sens pas que je devrais prendre soin de ses nécessités en relation avec sa santé mentale. »⁷

Au-delà des arguments de principe, on peut se demander si la participation de psychologues aux interrogatoires PIAs a permis d'arracher aux prisonniers des informations-clefs servant à sauver des vies. Des sources officielles issues de rapports de commissions du Sénat américain, basés sur des documents de la CIA, concluent que davantage de fausses informations que de crédibles furent extraites sous la torture...

En outre, des rapports du Département de la défense étasunien énoncent que seuls 8 % de la population de Guantánamo sont considérés comme membres actifs du noyau d'Al Qaïda et, récemment, 150 cas se sont révélés exempts d'une quelconque participation à une cellule terroriste.⁸ Mais combien de temps ont-ils passé là-bas, tor-

5 • Par contre, et à la différence de l'APA, deux autres associations professionnelles médicales, l'American Medical Association et l'American Psychiatric Association, ont interdit à leurs membres de travailler dans des lieux de détention où le respect des droits de l'homme n'est pas garanti, ce qui inclut Guantánamo. (n.d.l.r.)

6 • **Tori DeAngeli**, « Report calls on military to double social, behavioral sciences funding », in *Monitor on Psychology*, vol. 36,1, 2008, p.16.

7 • Lefever, 2009, cité par **Ashley L. Main**, op. cit., p. 3.

8 • In *Wikileaks*, informations publiées par **Hope, Winnett, Watt and Blake** dans le *Daily Telegraph*, 25.4.2001, www.telegraph.co.uk.

turés de surcroît ? La bulle du secret sur Guantánamo n'a pas été levée pour autant, et le président Obama s'est révélé incapable de faire la lumière sur ce camp de détention et de remplir sa promesse de fermeture.

Encore plus préoccupant : la participation des psychologues n'a pas servi uniquement à des fins de sécurité nationale, mais aussi à collecter des informations sur les effets des PIAs et à évaluer, en cas d'application de tortures multiples, s'il était préférable d'implanter ces techniques en mode séquentiel ou en mode simultané. Par exemple, mesurer les effets de la privation de sommeil accompagnée d'autres méthodes de torture, pour en optimiser son usage. Ces études furent recon- nues officiellement par une commission du Sénat américain comme partie intégrante du travail des PIAs.

Evaluation morale

Difficile ici de ne pas faire appel au « vieux » Kant. C'est sa pensée qui a mis la personne au centre de la (bio)éthique moderne et qui a constitué les bases de la société de droit moderne, prélude aux Droits de l'homme. Sa maxime « agis de telle manière que tu te lies avec l'humanité, tant en ta personne comme en celle d'autrui, toujours comme une fin et non comme un moyen »⁹ est toujours d'actualité.

L'expérience morale ne consiste pas seulement à appliquer des principes, mais à vivre la tension entre ces principes et la vie réelle (et ses défis constants) guidé par la conscience, cette partie sensible de la subjectivité qui vit de la rencontre avec « l'autre ». Plus l'autre est éloigné de notre espace de préoccupation, plus facilement il devient objet manipulable. Comme me

disait un policier chilien il y a des années, à propos des cas de tortures et de disparitions de personnes sous Pinochet : « Ils étaient des extrémistes, ils l'avaient donc mérité. » L'ennemi ainsi intériorisé, tous les excès sont possibles. Les boucs émissaires sont une récurrence de l'Histoire.

Dans les cas de participation de psychologues aux PAMs, l'étiquette « d'ennemi de l'Etat » permet d'édifier un mur entre l'observateur et l'observé... qui devient un objet. Comme dirait le philosophe Martin Buber, l'autre est réduit à un « cela », et à un « cela », on peut faire tout ce qu'on veut et le justifier au nom de la science ou de la raison d'Etat. Ainsi s'explique l'usage dit nécessaire de la violence étatique, qui permet l'impunité de ceux qui y sont mêlés, la décharge de leur responsabilité individuelle et, en fin de compte, de leur responsabilité éthico-morale.

Il est indigne que des psychologues, consacrés - selon leur premier devoir - à veiller sur la santé des personnes, aient pu se laisser instrumentaliser au point de superviser des tortures ; indigne que les Etats-Unis, qui ont voulu jouer durant tant d'années le rôle de leader de la paix au nom des droits humains, dénonçant par exemple les abus commis dans les camps soviétiques, se soient abaissés à ce niveau. Une très longue grève de la faim menée par une partie des détenus de Guantánamo a eu lieu cette année entre mars et fin septembre. Les prisonniers ont été alimentés de force. Les mêmes psychologues ont-ils supervisé de leurs conseils cette alimentation forcée, dans le but, cette fois peut-être, de calmer leur conscience ?

N. M.

9 • Emmanuel Kant, *Fondements de la métaphysique des mœurs*, Paris, Nathan 2006.